

**ÉCHOS DES DEUX RIVES**

**SAINTE-FOY**

**Plage Jacques-Cartier**

La mairesse de Sainte-Foy s'oppose catégoriquement à ce que des véliplanchistes utilisent la plage Jacques-Cartier comme débarcadère. Elle a fait adopter une réglementation en ce sens en dépit de l'opposition manifestée par les conseillers Céline Laflamme et Gilles Myrand de Présent Sainte-Foy. « Il n'est pas question qu'ils encombrant la plage alors qu'ils peuvent utiliser le débarcadère de Cap-Rouge », dit la mairesse qui pense toutefois pouvoir aménager une petite plage de sable à leur intention lors de la deuxième phase d'aménagement de la plage Jacques-Cartier. Si on ne s'objecte pas à ce qu'ils fassent une halte repos, la ville refuse la présence de remorques et le grèement sur place des planches à voile. Les véliplanchistes aimeraient bien utiliser cette plage car il faut déboursier des sous pour utiliser celui de la municipalité voisine.

**QUÉBEC**

**Fermeture de la Canardière**

Le chemin de la Canardière sera fermé à l'intersection du boulevard Sainte-Anne à compter d'aujourd'hui, et cela pour deux semaines pour permettre la construction d'une traverse piétonnière et compléter la réfection du pavage. Les véhicules circulant vers l'est sur la Canardière devront emprunter Bardy, la 18e Rue et Mailloux et s'ils proviennent du boulevard Sainte-Anne, ils emprunteront le même trajet mais en sens contraire. Par contre, s'ils proviennent de la Canardière, ils emprunteront la rue Desroches, de Fondville et Bardy avant de rejoindre le Chemin de la Canardière vers l'ouest.

**Une présidente partielle**

M. François Marchand, chef du Progrès civique (PC) et candidat à la mairie, trouve que la présidente du conseil municipal, Mme Marie Leclerc, du Rassemblement populaire (RP), est partielle dans son travail. Il accuse aussi le RP d'avoir l'habitude de déposer à la dernière minute les documents nécessaires au fonctionnement du conseil. Il dit que la présidente calcule à la minute près le temps alloué à l'opposition mais quand c'est un conseiller du RP qui parle, les minutes s'allongent, s'allongent... C'est en espérant que Mme Leclerc « saura se montrer plus impartiale » que les conseillers du PC ont quitté la salle du conseil à 22 h lundi soir, ce qui a provoqué une absence de quorum et obligé de continuer la séance hier soir.

**BEAUPORT**

**Travaux de canalisation sur Seigneuriale**

La ville de Beauport informe la population que la rue Seigneuriale sera fermée entre l'avenue Nordique et l'avenue Duprac à partir d'aujourd'hui jusqu'au 16 juillet. Des travaux de canalisation du Ruisseau Rouge sont à l'origine de la fermeture de ce secteur.

**CHARLESBOURG**

**Fête des Français**

Charlesbourg soulignera de façon spéciale la fête des Français par un bal musette au son de l'accordéon d'Albani Gallant le dimanche 11 juillet, et non le 14, dans les jardins de la maison Ephraïm Bédard du 7655 Chemin-Samuel, l'activité se déplaçant au moulin des Jésuites du 7960 Henri-Bourassa en cas de pluie. On pourra danser la java dès 13 h. Le consul de France à Québec, M. Dominique de Comblès de Nayves, et le maire Ralph Mercier seront présents.

**L'ANCIENNE-LORETTE**

**Candidate du Bloc**

Une ancienne conseillère municipale de L'Ancienne-Lorette, Mme Nicole Lemelin, vient d'annoncer sa candidature à l'investiture du Bloc Québécois dans Québec-Est. Mme Lemelin a été conseillère pendant six ans et pourrait jouer de l'appui du maire Émile Loranger qui, de son propre aveu, s'est toujours bien entendu avec la conseillère. Elle affrontera cinq candidats masculins à la convention du BQ du 25 août, la dernière à se tenir dans la région de Québec. Québec-Est est représenté par le conservateur Marcel-R. Tremblay. Le porte-couleurs libéral est Camil Samson. La circonscription comprend Lairet, Vanier, DuBerger, LesSaules, L'Ancienne-Lorette et une partie du secteur Labourgneuf.

**Québec et la Régie Haute Saint-Charles se disputent le centre de tri**

**La guerre des chiffres reprend**

QUÉBEC — La guerre des chiffres et des mots a repris de plus belle hier entre la Régie de la Haute Saint-Charles et la ville de Québec au sujet d'un centre de tri dans la région. Mais c'est définitif, Québec va de l'avant avec son projet à Duberger. Le conseil municipal a accepté l'entente avec le Centre régional de récupération C.S.

par BENOÎT ROUTHIER  
LE SOLEIL

De son côté, le porte-parole de la Régie, le maire Denis Giguère de Loretteville, a dit que dès que les contrats envoyés aux diverses municipalités reviendront signés, la réalisation du projet sera mis en marche. La construction du centre de tri, qui serait établi à Saint-Émile, commencerait en octobre pour livraison en janvier 1994, soit au même moment que le centre de tri de Québec.

Le projet de Québec est évalué à 1,6 million \$ et celui de la Régie, à 4,5 millions \$. M. Giguère explique la différence par la grosseur du projet. Tandis que la Régie propose un projet pour le tri de 40 000 tonnes de matières récupérées, Québec en a un pour 10 000 tonnes.

Lundi, le conseiller de Québec Pierre Mainguy déclenchait la reprise des hostilités en annonçant que sa ville allait de l'avant avec son projet et en expliquant que les municipalités de la CUQ y trouveraient leur

compte parce qu'il en coûterait moins cher pour le transport entre autres. Il disait que, à partir de Québec, le transport jusqu'à Saint-Émile coûtait 16,15 \$ la tonne contre 8,08 \$ pour le transport à Duberger.

Hier la Régie s'est dépêchée de nier ces propos. Elle se basait sur des chiffres de la firme Serrener qui a déjà dit que le transport à Saint-Émile allait coûter 9,12 \$ la tonne.

Au conseil municipal hier soir, M. Mainguy a laissé entendre que les chiffres de Québec et Serrener n'avaient pas les mêmes bases. Tandis que Serrener parlerait d'un coût moyen pour la CUQ, Québec base ses chiffres sur un départ de Québec.

Et c'est là que le maire Jean-

Paul L'Allier soutient que la décision d'établir un centre de tri à Duberger a été prise dans l'intérêt des contribuables de la ville de Québec. Que d'autres municipalités se greffent ou non au projet, l'intérêt de Québec ne change pas.

D'ailleurs M. L'Allier croit que ce ne serait pas un drame s'il devait y avoir deux centres de tri dans la région. Il croit que c'est possible car chaque ville décidera en fonction de ses intérêts. Pour d'aucunes, Québec en tout cas, ce sera un centre de tri à Duberger. D'autres verront un intérêt au projet de la Régie.

Il ajoute qu'il a toujours préconisé des regroupements de services quand c'est à l'avantage de toutes les parties, sinon

ça ne vaut pas la peine.

Enfin il dénonce encore que les municipalités de Loretteville, Saint-Émile et Lac Saint-Charles aient fait jouer à la Régie un rôle de paravert à une entreprise privée qui n'a pas eu à se soumettre à un appel d'offres.

Quant aux maires de ces municipalités ils disent que Québec a peur qu'elles prennent trop d'importance pour leur taille.

Le maire de Loretteville croit que 11 municipalités sur 13 rejoindront la Régie. Il dit avoir téléphoné hier aux maires de Beauport, Charlesbourg et Sainte-Foy et que tous trois favoriseraient le projet de la Régie. Il croit que seules Val-Bélair et Québec iront à Duberger.

**Baisse de 40% des investissements en 1992 à Québec**

QUÉBEC — La ville de Québec a été durement frappée par la récession l'an dernier alors qu'elle a subi une baisse de la construction résidentielle de 27 % et une baisse des investissements résidentiels et commerciaux de l'ordre de 40 % par rapport à 1991. Seul le secteur institutionnel ou public a connu une augmentation de ses investissements, soit 6 %.

par ROBERT FLEURY  
LE SOLEIL

Les investissements résidentiels sont ainsi passés de 122,7 millions \$ à 89,9 millions \$, la construction neuve s'en accaparrant 60 millions \$. Soixante-douze pour 100 des logements créés l'ont été pour des habitations multifamiliales, le secteur Des Rivières accueillant le plus grand nombre de nouvelles unités.

Dans le secteur commercial et industriel, les investissements sont passés de 99,9 à 59,8 millions \$, les projets majeurs étant Précitech, Ameublements Tanguay, Lunetterie New Look, L'Ilot Hunt, l'hôtel Clarendon et le Château Frontenac se sont illustrés dans l'hôtellerie. La construction du manège militaire Saint-Malo, l'agrandissement du cégep Limoilou et l'Institut des biomatériaux de l'hôpital Saint-François d'Assise ont constitué les principaux investissements publics.

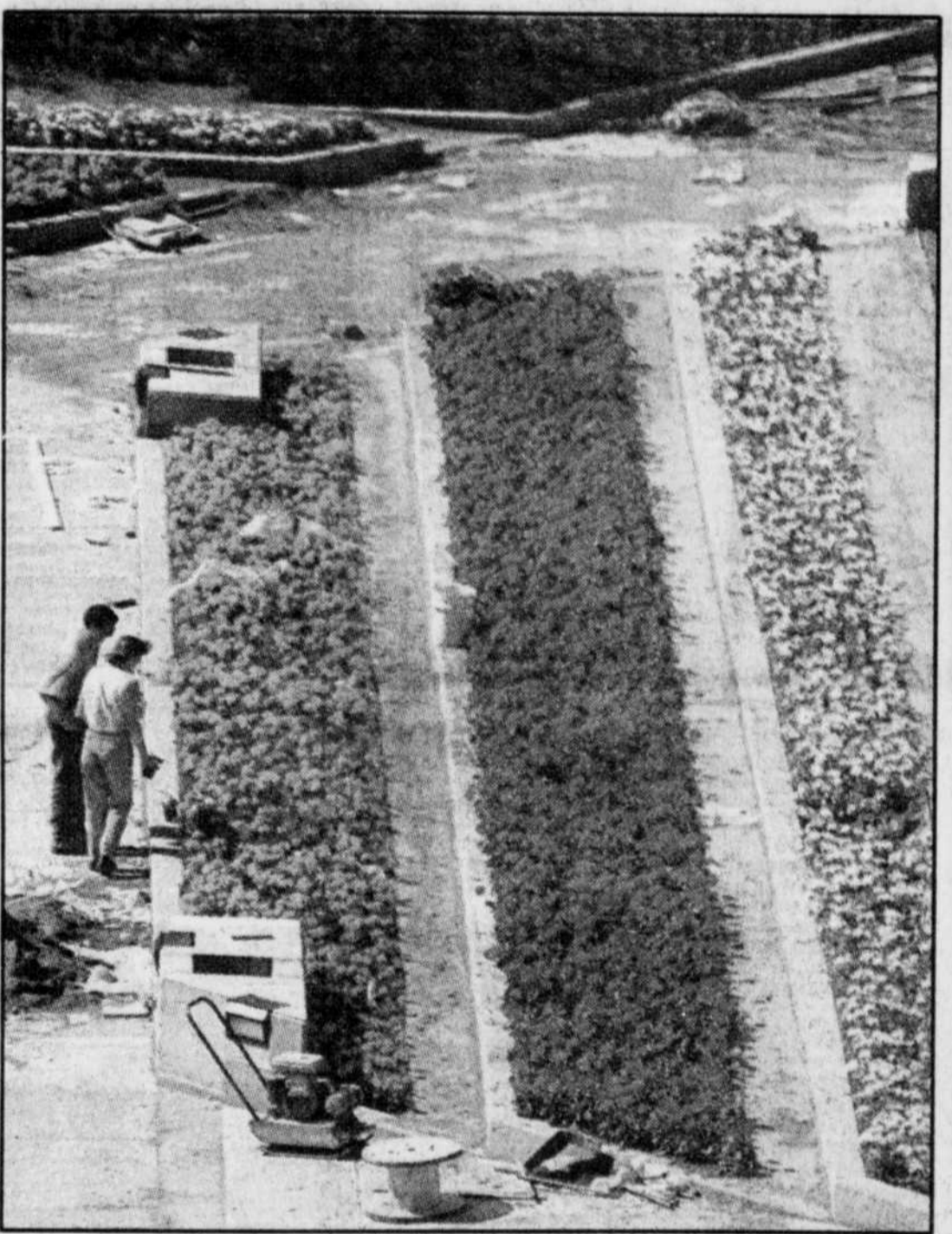
« Cela ne nous empêche pas d'être très optimiste pour l'avenir car plusieurs projets d'envergure ont été entrepris sinon annoncés en 1993 », commentait le maire de Québec, M. Jean-Paul L'Allier, lors d'une conférence de presse tenue hier par l'Office municipal de développement économique de Québec (OMDEQ) à l'occasion de son bilan annuel.

M. L'Allier a ainsi rappelé que la ville avait fourni 13 des 22 millions \$ investis au centre-ville depuis deux ans et que plusieurs projets étaient en marche dont la construction de l'édifice de l'Environnement, le centre des congrès et le futur centre de foires.

« Dans quelques jours, nous allons lancer des appels de proposition pour le développement de 325 logements à l'est de Place Saint-Roch et dans un mois environ pour le développement d'un golf et d'habitations dans LeBourgneuf », indique le directeur de l'OMDEQ, M. Djamil Moussaoui.

Les données compilées par l'OMDEQ ne tiennent pas compte des emplois créés ou perdus, ni s'il s'agissait ou non de relocalisation d'entreprises existantes.

« Nous n'avons pas de chiffres sur la modernisation ou le dynamisme des entreprises existantes, mais nous en aurons l'an prochain. Nous avons identifié des créneaux à consolider au niveau de l'industrie de pointe telle l'optique, les métaux légers, le biomédical, des entreprises que nous sommes en mesure d'aider à mettre en contact avec des partenaires, en développant des stratégies ou en identifiant des niches pour leurs produits. Nous avons de bons outils pour développer leur force de frappe », dit M. Moussaoui.



Place Saint-Roch

Même s'il ne sera inauguré qu'en août, place Saint-Roch, ce parc urbain de 6 millions \$, sera accessible dès cette semaine car Terrassement Portugais supprimera la clôture qui le ceinture à l'angle des rues de la Couronne, Saint-Vallier Est, de l'Église et Sainte-Hélène. Le parc suscite déjà des commentaires élogieux de la part des passants qui peuvent le voir du haut de la rue Saint-Réal ou des édifices environnants. Tous les végétaux sont en place et il reste quelques travaux lourds à compléter cette semaine. Les premiers tests d'eau seront effectués dans les bassins au cours de la journée, mais leur mise au point pourrait prendre plusieurs semaines. Les arbrisseaux, en fleurs en mai, portent maintenant des petits fruits et les plates-bandes de fleurs se découpent admirablement bien sur l'herbe verte, ce qui atténue la froideur du béton.

**La nouvelle caserne de pompiers sera construite Pas de référendum à St-Romuald**

SAINT-ROMUALD — La ville de Saint-Romuald pourra aller de l'avant dans son projet de construction d'une nouvelle caserne de pompiers puisque les 500 signatures nécessaires pour aller en référendum n'ont pas été atteintes au cours de la journée d'hier.

par MARIE-HÉLÈNE TREMBLAY  
LE SOLEIL

Ce sont 431 citoyens de Saint-Romuald qui ont signé le registre de la municipalité pour forcer la municipalité à tenir un référendum sur ce projet de construction, mais cela n'aura pas été suffisant. La mairesse de l'endroit, Francine Dubé, se réjouit de ce résultat qui démontre selon elle, que la population de Saint-Romuald est d'accord avec le mode de financement privilégié par la ville.

« Ils ont compris que la municipalité n'a pas d'autres alternatives et qu'elle n'a pas la possibilité de payer à même le fonds de roulement, ce que réclamaient pourtant un groupe de citoyens. » Selon Madame Dubé, la ville doit se garder une marge de manoeuvre pour s'assurer d'une bonne gestion financière. « Payer la caserne au comptant, cela signifierait la fin de tout autre projet d'immobilisation ou d'achat d'équipements prévus au programme triennal », laisse tomber la mairesse.

On sait que des citoyens s'opposaient à ce projet parce que la ville faisait un emprunt de 595 000 \$ ayant pour effet d'augmenter le compte de taxe en 1994 de 10,30 \$ pour une résidence moyenne. Là-dessus, la mairesse répond que « le conseil, soucieux de contrôler la dette et de réduire autant que

possible les augmentations de taxes, a travaillé à ce dossier dans cet esprit. Il ne faut pas l'oublier : les membres du conseil sont aussi des payeurs de taxes. »

Francine Dubé a dit déplorer qu'un groupe de citoyens ait tenté de manipuler l'opinion publique, mais elle ne croit pas que cela a ébranlé la confiance de la population. « La majorité des gens souhaitent que les élus municipaux prennent les décisions qui s'imposent dans le sens de l'intérêt collectif. »

La construction de cette nouvelle caserne de pompiers, qui comprend l'achat du terrain, l'érection du bâtiment et la mise en place des équipements, coûtera au bas mot 805 000 \$. L'administration pense démarrer le projet en septembre de façon à ce que la caserne soit opérationnelle avant le début de l'hiver.



La mairesse Dubé peut maintenant concrétiser son projet de caserne de pompiers.

# L'Expo agricole de Montmagny attend 60 000 personnes

MONTMAGNY — C'est un programme touffu et marqué d'innovations qu'offriront l'Exposition régionale de Montmagny et son Salon agro-alimentaire en août.

par MARC SAINT-PIERRE  
LE SOLEIL

Les grandes lignes de cette 46e manifestation populaire annuelle

ont été rendues publiques à l'occasion d'une conférence de presse, hier à Montmagny.

L'événement, le plus important du genre dans la région 03 après

l'Exposition provinciale de Québec, se déroulera du 6 au 15 août.

Là intervient d'ailleurs l'innovation. C'est que la Société d'agriculture du comté de Montmagny aura précédé le grand événement habituellement étalé sur sept jours par son exposition locale. Une expo de comté où se produi-

ront une quarantaine d'éleveurs de bœufs, 6, 7 et 8 août.

Il s'agit de donner l'opportunité à de nouveaux éleveurs de toucher au domaine des expositions, a noté en substance Benoît Boulanger, secrétaire directeur de l'exposition régionale de

disciplines et produits. Il faut souligner la participation de Soeur Angèle, en collaboration avec l'École professionnelle de cuisine et de boucherie, qui exercera ses talents les 11 et 12 août.

Moult spectacles, des soirées musicales, une ferme de petits animaux, un carrousel de vrais poneys, une visite des joueurs des Nordiques, une salle de jeux de Black Jack et de roulettes feront également partie de l'événement.

« Nous attendons 60 000 personnes », a dit sans ambages M. Boulanger.

Due au travail de quatre permanents, de quelque 150 employés occasionnels et d'autant de bénévoles d'une foule d'organismes, l'Exposition régionale de Montmagny tourne avec un budget annuel de quelque 400 000 \$.

Pour M. Boulanger, il est clair que les retombées de la manifestation s'établissent à cinq fois cette somme dans l'économie locale et régionale.

## Riverains accusés de polluer

# Ville Lac-Saint-Joseph veut que Plage Germain le prouve

LAC-SAINT-JOSEPH — La municipalité de Ville Lac-Saint-Joseph ne croit pas qu'une vingtaine de riverains polluent l'eau du lac, contrairement aux affirmations du propriétaire de la Plage Germain, M. Claude Roy.

intervention auprès de particuliers », ajoute M. de Blois.

La municipalité n'aurait guère apprécié les commentaires du propriétaire de la Plage Germain qui se défendait ainsi d'ensabler le lac, une demande d'enquête ayant été adressée au ministère de l'Environnement par l'Association pour la protection de l'environnement du Lac-Saint-Joseph. **Fossambault part en guerre!**

Le maire de Fossambault a réagi vivement lundi soir lors du conseil en demandant, par l'entremise de la loi d'accès à l'information, que l'Environnement actualise tous ses dossiers d'empiètements du lac par les riverains, une liste complète des installations non conformes de Ville-Lac-Saint-Joseph ainsi que la liste des membres en règle de l'association.

« Je suis écoeuré de ces gens négatifs qui viennent d'une autre municipalité et qui ternissent notre image publique et nuisent à nos investissements, tout ça pour deux ou trois voyages de sable qui ont peut-être été échappés... si jamais la Plage Germain l'a fait! », dit le maire Gilles Landry.

La querelle risque de prendre une autre ampleur au cours des prochains jours car le maire de Fossambault veut faire changer le zonage d'un marécage voisin de la Rivière-aux-pins et il a adressé pour ce faire une demande au comité du schéma d'aménagement de la MRC, laquelle tiendra des audiences publiques à l'hôtel de ville de Fossambault ce soir. Ce comité est dirigé par le préfet de la MRC de la Jacques-Cartier et maire de Shannon, M. Jean-Pierre Soucy, par Gabriel Lalonde, maire

de Sainte-Brigitte-de-Laval et par Gilles Landry, maire de... Fossambault! La décision sera rendue lors d'une rencontre publique du conseil des maires de la MRC à Ville Lac-Saint-Joseph le 14 juillet.

Au ministère de l'Environnement, la plainte suit son cours et un enquêteur a été désigné, confirme la direction générale de Québec.



**METTEZ DU SOLEIL DANS VOTRE QUOTIDIEN**

**LE SOLEIL**

IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

par ROBERT FLEURY  
LE SOLEIL

« S'il a des preuves, qu'il les donne! », affirme Me Robert de Blois, conseiller de Ville Lac-Saint-Joseph et porte-parole de la municipalité, dans une mise au point diffusée lundi.

« Nous ne pouvons pas garantir que personne ne pollue, mais nous n'avons pas de preuve de pollution. Peut-être que des installations sanitaires ne sont plus aussi efficaces qu'elles devraient l'être, mais ce n'est pas une raison suffisante pour provoquer une in-

**UNE PLACE AU SOLEIL**



### La résurrection de l'Ancêtre

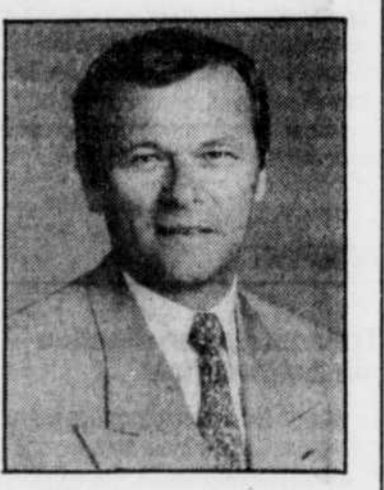
Le chef **Hervé Labarre**, autrefois propriétaire du renommé restaurant l'Ancêtre, sur la rue Couillard, dans le Vieux-Québec, vient de se porter acquéreur de l'ancien restaurant Venise, sis au 2980, 1re Avenue, au coin de la rue des Peupliers. Le contrat a été signé lundi mais l'établissement n'ouvrira ses portes que vers le 15 ou le 16 juillet sous le nom de... L'Ancêtre. C'est une résurrection et le chef en est très fier. Depuis qu'il était de retour dans la région de Québec, comme chef exécutif de l'Hôtel Québec, **Hervé Labarre** ne cachait à personne son intention de rouvrir un restaurant comme le fut « son » Ancêtre, dans les années 70. Cette résurrection fera découvrir aux Québécois un restaurant de 35 places offrant une nourriture de grande qualité dans une table d'hôte dont les prix varieront de 15 \$ à 25 \$ par personne. Les vins seront eux aussi offerts à un prix raisonnable. Le chef se donne une quinzaine de jours pour nettoyer et repeindre l'établissement à son goût avant d'y recevoir ses premiers clients, avec sa femme **Denise** qui était aussi très présente dans l'Ancêtre de la rue Couillard.

### Compétence Québec

Neuf jeunes étudiants de la province de Québec, dont deux de la région immédiate, ont mérité, il y a quelques jours, des médailles d'or, d'argent ou de bronze, à Louisville au Kentucky, où se tenait, du 21 au 25 juin, la grande finale nord-américaine des Olympiades de la formation professionnelle. Les Québécois sont revenus avec quatre médailles d'or (dessin industriel, électronique, cuisine et pâtisserie); quatre médailles d'argent et une médaille de bronze. **Jean-François Lacroix** de la Polyvalente de Charlesbourg, a gagné une médaille d'or en cuisine et **Stéphane Tremblay** de la Polyvalente Ancienne-Lorette, une médaille de bronze en réparation d'appareils électroniques domestiques. Plus de 4000 concurrents étaient inscrits dans l'une des 30 catégories de ce concours de formation professionnelle.

### Musée de la civilisation

C'est M. **Jean-Pierre Gignac** (notre photo), avocat de profession, qui a été nommé récemment, par le gouvernement du Québec, président du conseil d'administration du Musée de la civilisation pour un mandat de cinq ans. M. Gignac succède à M. **Roger Décaray** qui occupait le poste depuis 1987. Outre M. Gignac, de nouveaux membres accèdent au conseil d'administration de ce musée. Ce sont: **Denis Giguère**, maire de Loretteville; l'avocat **Henri Grondin**; le directeur général du Musée de Rimouski, **François Lachapelle**; Mme **Lucre Vermette**, historienne et Mme **Lise Martin**. Deux membres ont été reconduits dans leurs fonctions; MM. **Edward Anthony Price** et **Claude Thivierge**. Le 9e membre du conseil, M. **Claude Sirois**, président de Québec-Téléphone, poursuit son mandat.



### Cours de secourisme

**Martin Audet** et **Nathalie Giroux**, deux moniteurs de la Société canadienne de la Croix-Rouge, offrent en juillet des cours de secourisme au bureau régional de Québec, sis au 1205, boulevard Charest ouest. Tout au long de l'été des cours de secourisme d'urgence (12 heures) et des cours de secourisme général avec réanimation cardiorespiratoire (20 heures) seront offerts au prix de 90 \$, durant les fins de semaine ou les soirs, sur semaine. Pour toute information supplémentaire, communiquez avec **Linda Meunier**, au 687-5062, poste 3326.

### Fondation Laure-Gaudreault

Le 28 juin dernier, le bureau régional de la Fondation Laure-Gaudreault de la région de Québec remettait au père **Michel Boisvert**, jésuite, un montant de 500 \$ pour les oeuvres de la Maison Dauphine inc. Cet organisme apporte une relation d'aide aux jeunes qui flânent autour de Place d'Youville. Un autre don de 500 \$ a été offert à Mme **Françoise Desgagné**, présidente de l'Association des stomisés de Québec. La Fondation Laure-Gaudreault est supportée financièrement par les professeurs retraités.

### La Reine de la Patate

Le vendeur de frites le plus célèbre de la Rive-Sud célèbre, cet été, un double anniversaire; **Loys Boucher**, est en effet propriétaire du casse-croûte **La Reine de la Patate**, sis au 1885 sur le boulevard de la Rive-Sud depuis un quart de siècle. En décembre, il célébrera également le 25e anniversaire de l'achat de son motel en Floride, le **Vicking Motel** de Pompano. Depuis un quart de siècle, **Loys** (prononcez Lou-iss) passe six mois à Saint-Romuald et six mois à Pompano.

### 108 ans

Bon anniversaire à Mme **Henriette Audette-Baillargeon** qui célèbre aujourd'hui, son 108e anniversaire de naissance. Née le 7 juillet 1885, Mlle Audette devait épouser, quelque 20 ans plus tard, le notaire **Charles-J Baillargeon**, auquel elle donna 11 enfants. Un seul d'entre eux est décédé, durant la Première Guerre mondiale; les 10 autres sont toujours vivants. La famille a passé toute sa vie sur la rue Desjardins à Québec mais, depuis quelques mois, Mme Baillargeon demeure avec son fils et sa fille, dans un condo de Sillery. Elle passe toujours l'été, cependant, dans sa maison de campagne, à Beaumont.

**50 % de rabais**  
BLOUSES SANS MANCHES OU À MANCHES COURTES POUR FEMME.  
Faites de pure soie passée au jet de sable. Ord. 19,99 \$ à 34,99 \$.  
Solde 9,99 \$ à 17,49 \$ ch.  
Blouses pour femme, rayons 115, 133, 161 et 813.

**50 % de rabais**  
ROBES POUR FEMME  
Le choix varie selon le magasin. Ord. 75 \$ à 125 \$.  
Solde 37,50 \$ à 62,50 \$ ch.  
Robes pour femme, rayons 110 et 116.

**50 % de rabais**  
TOUS LES TRICOTS PRINTEMPS-ÉTÉ POUR FEMME  
Ord. 14,99 \$ à 125 \$.  
Solde 7,49 \$ à 62,49 \$ ch.  
Tricots pour femme, rayon 147.

**50 % de rabais\***  
CHOIX DE TENUES PRINTANIÈRES CAREER MOVES ET ESPRIT  
Exception: tee-shirts à 20 \$ ornés d'un logo. Le choix varie selon le magasin. \*Sur le prix ordinaire. Boutique Jeunesse, rayons 470 et 475.

**50 % de rabais**  
COORDONNÉS EN POUR FEMME EN TAILLES FORTES  
Comprend notre marque exclusive Above Average ainsi que les marques Collections Internationale, Tan Jay, SK & Co., Elisabeth, Jones New York Women et plus! Le choix varie selon le magasin. Ord. 45 \$ à 135 \$.  
Solde 22,50 \$ à 67,50 \$ ch.  
Boutique Dimensions mode, rayon 116.

**50 % de rabais**  
SÉLECTION DE COORDONNÉS PRINTANIÈRES POUR FEMME  
Nos marques exclusives FairSet, Principles et BayClub, de même que les marques Collections Internationale, Tan Jay, SK & Company, Kates et plus! Le choix varie selon le magasin. Tailles 8 à 18. Ord. 29,99 \$ à 130 \$.  
Maintenant 14,99 \$ à 64,99 \$ ch.  
Coordonnées carrière, rayon 140.  
Dans certains magasins seulement.

**50 % de rabais\***  
TENUES COUTURE POUR FEMME  
Griffes Liz Claiborne, Jones New York, Rena Rowan et plus encore!  
\*Sur le prix ordinaire.  
Tenues pour femme, rayon 100.  
Tenues Alfred Sung, JH Collections, Rouse, Mondy, Simon Chung, Jax, Studio J, Jones & Co. et Jaxsport dans certains magasins seulement.

**50 % de rabais**  
CHOIX DE COORDONNÉS NORTHERN SPIRIT TOUT-ALLER POUR FEMME  
\*Sur le prix ordinaire.  
Coordonnées tout-aller, rayon 183.

**50 % de rabais**  
DE FAIRSET, TENUES D'EXTÉRIEUR PRINTANIÈRES POUR FEMME  
Manteaux. Ord. 69,99 \$.  
Solde 34,99 \$ ch.  
Vestes. Ord. 49,99 \$ à 54,99 \$.  
Solde 24,99 \$ à 27,49 \$ ch.  
Tenues d'extérieur pour femme, rayon 801.

**ACHAT VEDETTE!**

**BLOUSES ÉLITE POUR FEMME**  
Modèles variés.  
**1499 \$**  
Blouses pour femme, rayon 133

**50 % de rabais**  
CHEMISES DE NUIT PLATINUM  
Taille unique. Ord. 12,99 \$ ch.  
Solde 2 pour 12,99 \$.  
Tenues de nuit pour femme, rayon 170.  
Le choix varie selon le magasin.

**40 % de rabais\***  
ASSORTIMENT DE DESSOUS MODE POUR FEMME  
De marques Suzanne, Vogue et Warner's. \*Sur le prix ordinaire.  
Dessous mode, rayon 178.

**40 % de rabais\***  
SACS À MAIN ESTIVAUX  
Modèles de ton blanc ou en paille signés Liz Claiborne, Delano ou Toledano dans le lot. \*Sur le prix ordinaire. Sacs à main, rayons 210 et 830.

**30 % à 50 % de rabais\***  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
PORTEFEUILLES MUNDI POUR FEMME  
Ord. 10 \$ à 17 \$.  
Solde 7 \$ à 11,90 \$ ch.  
Dans certains magasins seulement.

**75 % de rabais**  
BOITES EN MÉTAL ET PANIERS REMPLIS DE SAVONS ET DE PRODUITS DE BEAUTÉ POUR LE BAIN  
Articles Nectar exceptés. Ord. 4,99 \$ à 29,99 \$.  
Solde 1,25 \$ à 7,49 \$ ch.  
Produits de beauté, rayon 250.

**25 % à 40 % de rabais\***  
CHAUSSURES DE FIN DE SÉRIE POUR FEMME: SANDALES, TONGS, TAPINOIS ET CHAUSSURES PRINTEMPS-ÉTÉ HABILÉES OU SPORT  
Un assortiment incroyable! Exceptions: sandales Cougar à prix spécial et chaussures offertes au rayon des collants fins. \*Sur le dernier prix étiqueté. Chaussures de saison pour femme, rayons 262, 264, 267, 271 et 830.  
Le choix varie selon le magasin.

**50 % de rabais**  
LIQUIDATION DE CHEMISES DE VILLE POUR HOMME  
Chemises blanches ou blanches ton sur ton exceptées. Ord. 9,99 \$ à 80 \$.  
Solde 4,99 \$ à 40 \$ ch.  
Chemises de ville pour homme, rayons 330 et 833.  
Le choix varie selon le magasin.

**33 % à 40 % de rabais**  
CHOIX DE COMPLETS POUR HOMME  
De marques Hunt Club, Charter Collection, Shipley et Jones New York. Ord. 149,99 \$ à 450 \$.  
Solde 99,99 \$ à 301,50 \$ ch.  
Complets pour homme, rayon 301.  
Dans certains magasins seulement.  
Le choix varie selon le magasin.

**33 % à 40 % de rabais**  
CHOIX DE COMPLETS POUR HOMME  
De marques Hunt Club, Charter Collection, Shipley et Jones New York. Ord. 149,99 \$ à 450 \$.  
Solde 99,99 \$ à 301,50 \$ ch.  
Complets pour homme, rayon 301.  
Dans certains magasins seulement.  
Le choix varie selon le magasin.

**50 % de rabais**  
CHAUSSETTES DE GRANDES MARQUES POUR HOMME  
Ord. 2,99 \$ à 30 \$.  
Solde 1,49 \$ à 14,99 \$ la paire.  
Accessoires pour homme, rayons 360 et 857.  
Le choix varie selon le magasin.

**50 % de rabais**  
PULLS CHRISTOPHER RAND POUR HOMME  
Modèles tout coton à rayures rugby. Notre dernier prix 29,99 \$.  
Solde 14,99 \$ ch.  
Pulls pour homme, rayon 344.

**40 % de rabais**  
TOUS LES PEIGNOIRS POUR HOMME  
Ord. 19,99 \$ à 200 \$.  
Solde 11,99 \$ à 119,99 \$ ch.  
Accessoires pour homme, rayons 360 et 857.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
TOUTES LES TENUES IMPRIMÉES POUR HOMME P.M.G.T.G. Ord. 17,99 \$ à 50 \$.  
Solde 12,59 \$ à 34,99 \$ ch.  
Tenues sport pour homme, rayon 367.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
COORDONNÉS NORTHERN SPIRIT POUR HOMME  
Chemises et pantalons en jean exceptés. Ord. 8 \$ à 75 \$.  
Solde 5,60 \$ à 52,50 \$ ch.  
Tenues Northern Spirit, rayon 368.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
MODE PRINTEMPS-ÉTÉ POUR JEUNE HOMME  
Exceptions: hauts et pantalons en jean de grandes marques. Ord. 9,99 \$ à 150 \$.  
Solde 6,99 \$ à 105 \$ ch.  
Tenues mode pour jeune homme, rayons 321, 382, 380 et Boutique 317.

**40 % de rabais**  
TOUTES LES TENUES D'ENTRAÎNEMENT REEBOK  
Ord. 19,99 \$ à 119,99 \$.  
Solde 9,99 \$ à 59,99 \$ ch.  
Tenues d'entraînement, rayon 740.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHEMISES SPORT ET TEE-SHIRTS POUR HOMME P.M.G.T.G. Ord. 14,99 \$ à 45 \$.  
Solde 10,49 \$ à 31,50 \$ ch.  
Tenues sport pour homme, rayons 350 et 858.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
TENUES D'EXTÉRIEUR POUR HOMME  
Tenues printemps-été assorties. Ord. 39,99 \$ à 69,99 \$.  
Solde 27,99 \$ à 48,99 \$ ch.  
Tenues d'extérieur pour homme, rayon 849.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
PANTALONS ET SHORTS POUR HOMME  
Christopher Rand, London Fog, Charter Collection, Fellini, Jones New York et Grenadier. Ord. 12,99 \$ à 70 \$.  
Solde 8,99 \$ à 48,99 \$ ch.  
Pantalons et shorts pour homme, rayons 314 et 848.

**30 % de rabais**  
TENUES COUTURE POUR HOMME  
Griffes prestigieuses: Polo, Gant, Hilfiger et Claiborne. Ord. 47,50 \$ à 250 \$.  
Solde 33,25 \$ à 175 \$ ch.  
Tenues couture pour homme, rayon 347.  
Dans certains magasins seulement.

**30 % de rabais**  
TENUES SPORT POUR HOMME EN TAILLES FORTES  
Ord. 15 \$ à 55 \$.  
Solde 10,50 \$ à 38,50 \$ ch.  
Tenues pour homme de taille forte, rayon 389.  
Dans certains magasins seulement.

**25 % à 50 % de rabais\***  
CHAUSSURES DE FIN DE SÉRIE POUR HOMME  
\*Sur le prix ordinaire.  
Chaussures pour homme, rayon 369.  
Le choix varie selon le magasin.

**50 % de rabais**  
TENUES POUR LA PLAGE DE MARQUES RÉPUTÉES  
Étiquettes Ocean Pacific et Body Glove. Ord. 19,99 \$ à 49,99 \$.  
Solde 9,99 \$ à 24,99 \$ ch.  
Tenues d'entraînement, rayon 740.  
Le choix varie selon le magasin.

**50 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**30 % de rabais**  
CHOIX DE BIJOUX MODE PRINTEMPS-ÉTÉ  
\*Sur le prix ordinaire.  
Bijoux mode, rayon 236.  
Le choix varie selon le magasin.

**40 % de rabais\***  
TOUS LES MAILLOTS DE BAIN POUR FEMME  
Signes Christina, Balzer, Justitzen, Séu, Queno et autres.  
\*Sur le prix ordinaire.  
Maillots de bain, rayon 194.

**PROFITEZ-EN DÈS LE JEUDI 8 JUILLET**

**OFFRES EN VIGUEUR JUSQU'À ÉPUISEMENT DE STOCKS. ACHATS EN MAGASIN SEULEMENT.**

**LA BAIE** Compagnie de la Baie d'Hudson

**L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX!**

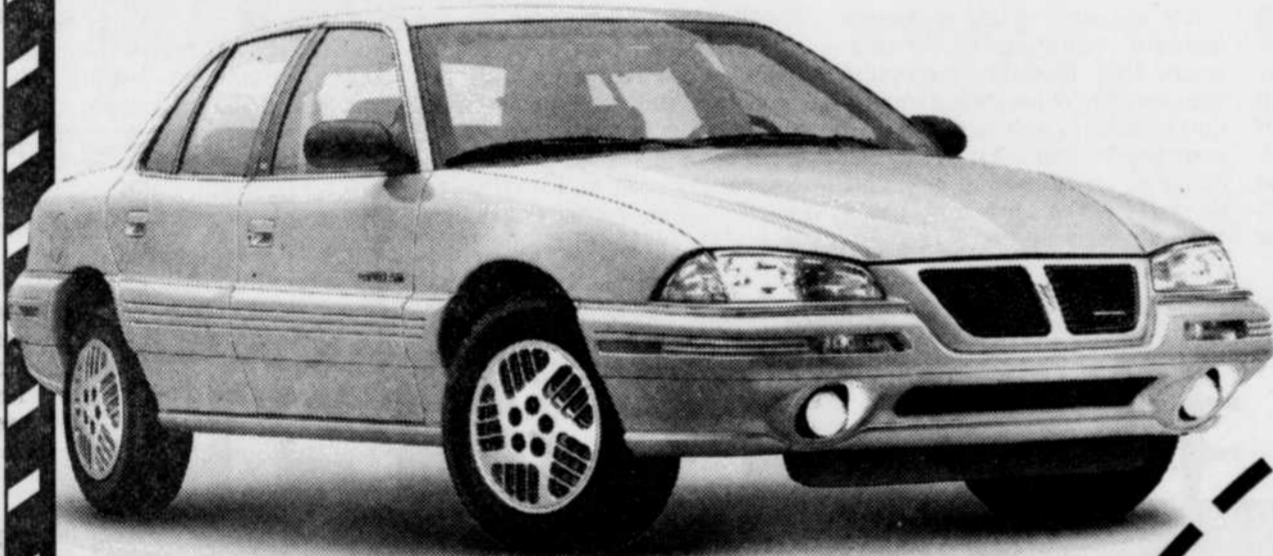
# LE GRAND DÉCOMPTÉ PONTIAC

TRANSPORT SE  
**339\$** /MOIS\*  
AUCUN VERSEMENT INITIAL!



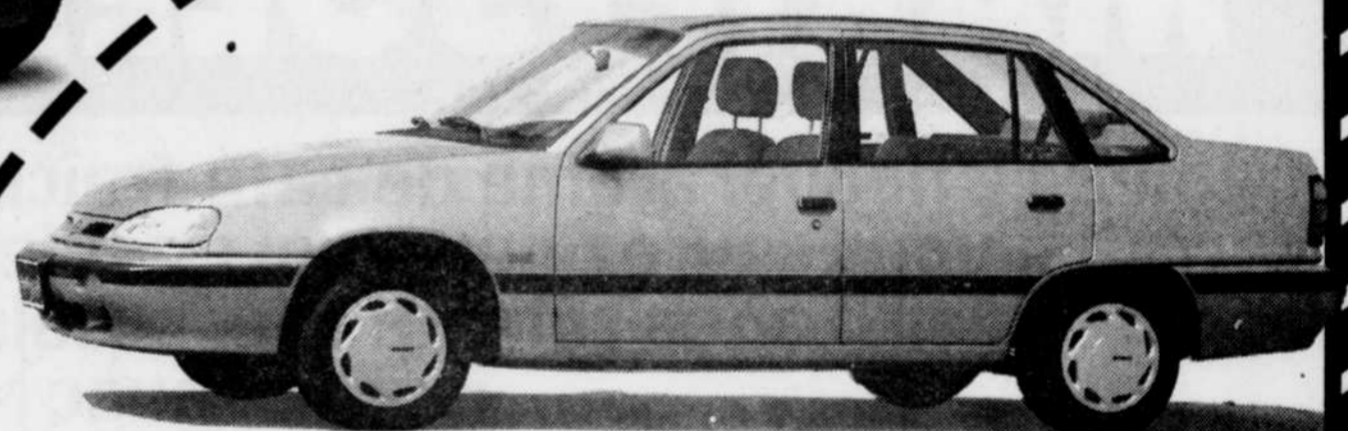
- PANNEAUX DE POLYMÈRE ANTIROUILLE
- FREINS ANTIBLOCAGE AUX QUATRE ROUES
- CLIMATISEUR
- RADIOCASSETTE AM-FM STÉRÉO
- ESPACE POUR 7 PASSAGERS

GRAND AM SE 4 PORTES  
**299\$** /MOIS\*



- FREINS ANTIBLOCAGE
- BOÎTE AUTOMATIQUE
- CLIMATISEUR
- RADIOCASSETTE AM-FM STÉRÉO

ASÜNA SE 4 PORTES  
**199\$** /MOIS\*  
AUCUN VERSEMENT INITIAL!



- BOÎTE AUTOMATIQUE
- FREINS SERVO-ASSISTÉS
- SERVODIRECTION
- RADIOCASSETTE AM-FM STÉRÉO

## PARTEZ!

Partez sur la route des vacances au volant d'une vraie aubaine. Mais dépêchez-vous: le Grand Décompte Pontiac prend fin quand débutent les vacances de la construction.

## MOINS DE 9 JOURS AVANT LES VACANCES DE LA CONSTRUCTION.

VOS CONCESSIONNAIRES

**PONTIAC**

**BUICK**

PARTICIPANTS

\*Tous les rabais taxables GM inclus. Prix basés sur un bail de 48 mois avec versement initial de 1000\$ pour la Grand Am. Premier versement et dépôt de garantie remboursable de 400\$ pour la Trans Sport, 350\$ pour la Grand Am et 300\$ pour l'Asüna SE requis. Taxes en sus. Frais de 5¢ par kilomètre après 96 000 km.

Sujet à l'approbation du crédit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux Trans Sport, Grand Am et Asüna SE 1993 neufs en stock. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

Pas d'amélioration avant l'an 2000

# Avenir plutôt sombre pour les pêcheurs de la côte Est

HALIFAX — C'est un véritable désastre économique et environnemental qu'a dépeint hier un conseil fédéral des pêches en dévoilant son évaluation des réserves de poisson — un constat dont certains prédisent qu'il pourrait transformer radicalement la côte est du pays.

## En Bref

### ■ Pénurie d'anesthésistes

MONTRÉAL (PC) — La pénurie d'anesthésistes qui frappe plusieurs centres hospitaliers québécois était prévisible depuis au moins 10 ans. L'Association des anesthésistes en a maintes fois averti le ministère de la Santé. En vain. « Maintenant que le feu est pris en ville, dit le président de l'Association, le Dr Jacques Demers, faisant allusion aux coupures de services à Saint-Eustache et celles, prochaines, à Drummondville, le ministère commence à réaliser l'ampleur du problème. » Car problème il y a : on estime qu'il manque environ 80 anesthésistes au Québec. Il en sort à peine 14 par année des différentes universités, et la formation dans cette spécialité est de cinq ans. De plus, l'âge moyen des 525 anesthésistes grimpe rapidement. « On a fait tout ce qui était humainement possible pour prévenir cette pénurie auprès du ministère, dit le Dr Demers. Mais les fonctionnaires ont une vision simpliste des choses. Ils nous disaient toujours : « Vous êtes suffisamment nombreux, mais mal distribués ». Maintenant que l'ensemble du Québec est touché, ils commencent à changer de discours. » À court terme, il n'y a pas de solutions, ajoute le Dr Demers, et les centres hospitaliers québécois continueront de subir des crises épisodiques. Il faudra jumeler des hôpitaux, regrouper des services, « rationaliser » au maximum. Les anesthésistes ne sont d'ailleurs pas les seuls spécialistes à se faire rares. Alors que la demande vis-à-vis des différentes disciplines médicales n'a cessé d'augmenter au Québec, il se forme de 10 à 20 % moins de spécialistes qu'il y a 15 ans, à cause des contingents imposés par Québec. Certaines données annoncent déjà des lendemains difficiles : d'ici trois ans, il ne restera plus que 26 neurochirurgiens au Québec. Et cela prend 12 ans pour assurer la formation d'un seul d'entre eux.

### ■ Cogeco va de l'avant

MONTRÉAL (PC) — La question des droits qui reviendraient aux producteurs et interprètes n'est pas réglée, mais le groupe Cogeco prévoit vendre, d'ici la fin de l'été, le nouveau service de musique enregistrée à 38 canaux, en numérique et distribué par câble. « La situation n'est pas entièrement éclaircie, quant au partage entre ayants droit, canadiens ou américains, ni entre les Canadiens », constatait hier Yves Mayrand, vice-président de Cogeco. Ce service sera offert pour 10 \$ par mois. Le récent feu vert du CRTC à ce service soulève la colère des producteurs de disque et spectacle, regroupés dans l'Adisq, et de leurs homologues canadiens-anglais. Alléguant que ce service repose sur « le vol de la propriété des producteurs », ils font appel au cabinet fédéral contre l'octroi de licences de « radio » numérique à Cogeco, de Montréal, et Shaw Cablesystems, d'Edmonton. Mais selon Alain Plante, également de Cogeco, l'Adisq et ses homologues se montrent maximalistes : « Il y a tendance à l'exagération chez les ayants droit, l'Adisq demande en partant l'équivalent de 50 % de nos revenus. À les écouter, il faudrait doubler le tarif mensuel et, dans ce cas, le service ne serait plus viable. » À Toronto, Brian Robertson, de la Canadian Recording Industry Association, rétorque que « s'ils (Cogeco et Shaw) peuvent vendre si bas, c'est justement parce qu'ils n'y a presque rien pour nous. C'est littéralement du vol. »

par STEPHEN THORNE  
de la Presse canadienne

Le président du Conseil de conservation des ressources des pêches, Herbert Clarke, a admis qu'il n'y avait pas beaucoup de bonnes nouvelles à tirer des rapports scientifiques sur l'état des poissons de fond — le fondement de la pêche de la côte atlantique, une industrie aussi importante pour la région que le blé pour les Prairies, ou l'automobile pour le sud de l'Ontario.

La situation semble très sombre, a déclaré M. Clarke, avant que des experts ne passent la journée à décortiquer une litanie de mauvaises nouvelles illustrées par autant de graphiques aux courbes descendantes.

« L'état des réserves de poissons de fond s'est détérioré de façon dramatique au cours des quelques dernières années », a dit M. Clarke.

Le rapport de 128 pages signale que les stocks de poisson ont atteint leur niveau le plus bas de tout le XXe siècle, et qu'un redressement ne commencera pas à se faire sentir avant l'an 2000 au plus tôt.

Les stocks de morue du golfe

Saint-Laurent, c'est-à-dire dans les zones du Cap-Breton, de l'Île-du-Prince-Édouard et de parties du Québec et du Nouveau-Brunswick, sont à leur plus bas niveau jamais vu.

Plus de 20 000 pêcheurs et employés d'usines terre-neuviennes ont perdu leur emploi à la suite du moratoire de deux ans sur la pêche à la morue, imposé en juillet dernier.

Les données scientifiques indiquent que les réserves ont continué à décliner, qu'elles ne se reconstitueront pas avant au moins la fin de la décennie, et que le moratoire pourrait se poursuivre au-delà de l'an prochain et s'étendre à d'autres zones, au large de la Nouvelle-Écosse.

Le dirigeant du plus gros syndicat de pêcheurs au pays, Earle McCurdy, allait jusqu'à dire, hier, que l'avenir même de la côte est du pays est en jeu.

« C'est clair que nous avons un patient très malade, et que les soins palliatifs et les placebos ne suffiront pas. Ce qu'il faut, c'est de toute évidence une chirurgie majeure. »

### Emplois menacés

M. John Crosbie, l'ex-ministre fédéral des Pêches, a déjà évalué à

50 000 le nombre d'emplois en jeu. À l'heure actuelle, les 20 000 Terre-Neuviens touchés par le moratoire reçoivent une compensation du gouvernement fédéral, mais ce programme expire l'an prochain.

À Terre-Neuve en particulier, des communautés entières pourraient disparaître, déclarait M. Donald Savoie, économiste à l'Université de Moncton et membre du conseil.

Celui-ci, qui est constitué de 14 fonctionnaires, scientifiques et experts de l'industrie, soumettra à l'automne une série de recommandations à Ottawa sur les quotas de pêche, à la suite d'une série d'audiences publiques.

Le rapport mentionne que la surpêche, les migrations, les conditions climatiques, le manque de nourriture et les phoques ainsi que d'autres prédateurs ont contribué à ce désastre, sans pouvoir préciser l'importance particulière de chacun d'entre eux.

La solution passe par une diminution substantielle de la pêche, et cette réduction doit être permanente, affirme le document.

Greenpeace a dénoncé le rapport, en lui reprochant d'exagérer l'impact des facteurs environne-



Herbert Clarke, président du Conseil de conservation des ressources des pêches.

mentaux. Un porte-parole de l'organisation a dit que le rapport ne tenait pas suffisamment compte de l'effet de la surpêche et de la pratique consistant à détruire les poissons trop petits dont on ne veut pas.

## Des avocats protestent contre la hausse des droits de greffe en matière civile

QUÉBEC — Le président de l'Association des avocats de province, Me Raymond Nepveu, vient de protester auprès du ministre de la Justice, M. Gil Rémillard, contre la hausse des droits de greffe en matière civile, la troisième depuis le début de l'année.

Qualifiant de disproportionnées et d'exorbitantes les hausses des droits communément appelés « timbres judiciaires », Me Nepveu estime qu'elles constituent une entrave à l'exercice de recours légitimes et souvent même essentiels. Ces mesures, indique-t-il, vont précisément à l'encontre

d'une meilleure accessibilité à la justice.

Un des articles du règlement introduit entre autres de nouveaux frais lors de l'inscription pour enquête et audition d'une action contestée. Ils s'élèvent à 75 \$ pour une demande en séparation de corps, en divorce ou en nullité de mariage. Dans les autres cas, il s'agit de frais de 250 \$.

Des frais de 75 \$ sont également prévus pour toute demande de révision de mesures accessoires. Selon les avocats, ceci risque de dissuader des conjoints dans le besoin de déposer des demandes importantes et souvent essentielles.

L'association conteste particulièrement les nouveaux frais de 250 \$, exigibles dans tous les cas, peu importe la valeur en litige. Après analyse, les avocats constatent, par exemple, qu'il en coûtera plus cher pour inscrire une action de 5000 \$ ou 10 000 \$ que pour

intenter un recours de 100 000 \$.

« Ces frais exerceront une pression indue sur la partie demanderesse en vue de l'inciter à se désister », écrit Me Nepveu au ministre Rémillard. Depuis quelques années, indique-t-il, on n'en finit plus de voir les droits de greffe et les différents tarifs s'accroître. « Comment justifier des frais de 250 \$ pour le dépôt d'une simple inscription qui ne comporte que quelques lignes stéréotypées ? » demande enfin le président de l'Association des avocats de province.

# MARIE-SOLEIL A DU PIF

Humez ce nouvel arôme de café fraîchement torréfié, vous saurez pourquoi c'est le préféré de Marie-Soleil. Faites comme elle, ensoleillez votre journée avec Max.



L'ARÔME  
DE BON GOÛT





FONDS MUTUELS

Table of mutual funds with columns for fund name, type, and various performance metrics.

OPTIONS NÉGOCIÉES

Table of negotiable options with columns for stock symbol, option type, and price.

LA BERD NOMMERA LE SUCCESSION

Article detailing the appointment of Jacques Attali as successor to the president of the BERD.

FRUITS ET LÉGUMES

Market report for fruits and vegetables, including prices for various produce items.

ÉMISSION À COGECO

Report on Cogeco's public offering, including details on the amount raised and the company's plans.

CÉRÉALES

Market report for grains, including prices for wheat, corn, and other cereals.

PRODUIT HOMOLOGUÉ À NORTHERN TELECOM

Report on Northern Telecom's homologation of its products, highlighting the company's market position.

MONNAIES

Market report for various currencies, including the Canadian dollar, US dollar, and others.

BÉNÉFICES

Report on corporate earnings, detailing the financial performance of various companies.

NEW YORK

Table of New York market data, including stock prices and market indices.

OBLIGATIONS

Market report for bonds, including yields and prices for various fixed-income securities.

DIVIDENDES

Report on corporate dividends, listing the companies and their respective dividend payments.

BOURSE AMÉRICAINE

Table of American stock market data, including major indices and individual stock prices.

TITRES AU COMPTOIR

Table of over-the-counter securities, including prices and trading volumes for various stocks.

TITRES AU COMPTOIR

Table of over-the-counter securities, including prices and trading volumes for various stocks.

# Le programme fédéral d'Aide au travail indépendant

## Les chômeurs de Québec attendront

MONTREAL - Les milliers de chômeurs de Québec et sa région devront encore attendre plusieurs mois avant de bénéficier du programme fédéral d'Aide au travail indépendant dont le budget a été haussé à 33 millions \$.

par DIDIER FESSOU  
LE SOLEIL

Mis sur pied l'an dernier et doté par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration d'une première enveloppe de 12 millions \$, ce programme était jusqu'ici exclusivement réservé aux zones désignées des régions périphériques et éloignées.

Il permettait aux prestataires de l'assurance-chômage désirant lancer une petite entreprise et se créer ainsi leur propre emploi de recevoir une assistance technique et financière d'Ottawa, notamment avec le concours de la Banque fédérale de développement. Bien que ce programme soit récent et qu'il soit difficile d'en dresser un premier bilan, son taux de réussite aurait dépassé les 70 %, soutient le ministre fédéral des Ressources humaines et du Travail, M. Bernard Valcourt.

C'est pourquoi, à titre expérimental, ce programme sera implanté dans cinq arrondissements particulièrement défavorisés de Montréal. Et grâce à un montant de 6,2 millions \$, 625 chômeurs de la métropole devraient pouvoir lancer leur entreprise et devenir des travailleurs autonomes.

Si ce projet-pilote rencontre autant de succès en milieu urbain qu'en régions, le programme d'Aide au travail indépendant sera

alors étendu à d'autres villes grâce à une augmentation substantielle de sa dotation budgétaire, de soutenir le ministre Valcourt.

Se voulant « souple et ouvert » et reposant sur de principe de « l'intervention active », l'idée de base de ce programme est simple : puisque les chômeurs sont incapables

de se trouver des emplois qui n'existent tout simplement pas, autant les aider à créer leurs propres emplois en les encourageant à développer leur esprit d'initiative et de créativité.

Tous les projets sont les bienvenus, d'affirmer le ministre, y compris ceux qui seraient montés par un petit groupe de deux ou trois chômeurs. Une seule condition : présenter un projet d'entreprise viable et y investir au moins

le quart (jusqu'à concurrence de 4000 \$) de l'aide octroyée par Ottawa.

Dès lors, pendant 52 semaines, le participant continuera de toucher ses prestations d'assurance-chômage en plus de recevoir de l'aide technique et financière pour mener à bien son projet d'entreprise. Mieux encore : les gains provenant de l'entreprise que le participant aura lancée ne seront pas déduits de ses prestations d'assurance-chômage.

### Claude Larose se réjouit de la signature du contrat de 100 millions \$

## MCI fabriquera 382 autobus pour les communautés urbaines

MONTREAL (PC) — La Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal a signé hier un contrat avec le groupe Nova Bus pour l'achat d'autobus qui seront fabriqués à l'ancienne usine de MCI à Saint-Eustache.

Le président de la STCUM, M. Robert Perreault, et les représentants de Nova Bus ont confirmé dans un communiqué de presse, que le groupe devrait ainsi livrer aux diverses sociétés de transport du Québec 141 autobus de type Classic, donc une centaine iront à la STCUM, d'ici à avril 1994.

Le montant prévu du contrat est de quelque 39 millions \$. Cette livraison est la première étape d'une entente de principe globale

évaluée à plus de 100 millions \$ qui comporte l'achat de 382 véhicules d'ici à 1995, dont 260 sont destinés à la STCUM.

Grâce à la participation du groupe hollandais United Bus, Nova Bus sera en mesure de produire un modèle d'autobus à plancher bas qui devrait offrir une plus grande accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Les 60 autobus livrés à la STCUM en 1995 devraient être de ce modèle.

Pour sa part, le président de l'Association des transporteurs urbains du Québec (ATUQ) et président de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, M. Claude Larose, s'est réjoui de la signature de ce contrat et des avantages obtenus par les sociétés de transport : « Si l'on compare aux achats précédents faits à MCI pour le même type de véhicules, les progrès sont importants. Nous aurons maintenant une garantie de 12 ans, au lieu de sept ans, et des normes

supérieures de qualité, conformes à celles de l'ACNOR, ce qui nous offrira un meilleur rendement sur l'investissement. »

M. Larose a également rappelé que ce contrat a finalement été signé parce que les sociétés de transport ont accepté de négocier de gré à gré avec Nova Bus à la demande du gouvernement du Québec. « Bien que le présent contrat soit négocié de gré à gré, nous avons obtenu la garantie que les sociétés de transport paieront leurs autobus au prix le plus bas offert par Nova Bus sur le marché nord-américain », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, Claude Blanchet, président-directeur général du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, s'est dit très heureux de la conclusion du contrat.

Le Fonds a, pour sa part, investi 12 500 000 \$ dans cette entreprise de Saint-Eustache.

« Voilà une des plus belles réussites de concertation dont on puisse rêver. Des gestionnaires capables, qui connaissent leur marché, des travailleurs impliqués et qualifiés, une clientèle, des partenaires publics qui voient loin en termes d'intérêts collectifs, une alliance avec le fabricant d'un produit de qualité mondiale. Et le Fonds, qui joue son rôle d'animation, de soutien logistique et financier. »

« Non seulement produirons-nous ici dans un secteur d'avenir, a-t-il poursuivi, mais nous aurons aussi tous les ingrédients en mains pour exporter ces produits. »

Ces investissements assureront la création de près de 200 emplois et la consolidation de 110 autres aux usines de Saint-Eustache et de Saint-François-du-Lac. Ils permettront, entre autres, de créer des emplois additionnels dans la fabrication de pièces d'autobus, actuellement usinées en Ontario et aux États-Unis.

## EN UN CLIN D'OEIL

### Investissement de 355 000 \$ au parc provincial Frontenac

FRONTENAC — Des travaux en immobilisations pour 355 000 \$ sont prévus en 1993-1994 au parc provincial Frontenac. 225 000 \$ seront investis pour le développement de l'aire de camping dans le secteur de Saint-Daniel. Les travaux projetés concernent la construction d'un bloc sanitaire et d'un abri de cuisine comprenant six tables, un poêle à bois, un comptoir, et un lavabo. Dans le secteur de Sainte-Praxède, une rampe de mise à l'eau sera construite au coût de 30 000 \$, alors que dans le secteur de Lambton un sentier polyvalent (marche, vélo, équitation) sera aménagé au coût de 100 000 \$.

### La chambre de commerce d'East Broughton renaitra

EAST BROUGHTON — Inactive depuis la fermeture des installations minières Carey Canada en 1986, la chambre de commerce est en voie d'être relancée. Un comité présidé par M. Michel Vachon mène une campagne de recrutement en vue d'obtenir l'adhésion de 75 à 100 membres. La priorité pour l'organisme est le développement industriel. Les promoteurs travaillent à l'organisation d'un salon du commerce pour l'an prochain.

### 3 265 900 chômeurs recensés au mois de juin en Allemagne

NUREMBERG — Le nombre de chômeurs dans l'Allemagne unifiée a de nouveau augmenté le mois dernier, avec un total de 3 265 900 demandeurs d'emploi recensés au mois de juin. En Allemagne de l'ouest, le nombre de chômeurs a augmenté de 21 400 en juin par rapport à mai, portant le total à 2 166 200 et le taux à 7,0 % contre 6,9 % en mai. Dans l'ex-RDA, on a recensé 1 099 700 chômeurs, soit 3100 de plus qu'en mai. Le taux de chômage à l'est est resté inchangé à 14,4 %.

### Importations automobiles: rencontre CEE-Japon à Bruxelles

BRUXELLES — Les négociateurs de la Commission européenne et du ministère japonais de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI) doivent se réunir à Bruxelles du 12 au 14 juillet pour discuter d'un ajustement de l'accord limitant les exportations de voitures japonaises vers la CEE en 1993. Les Japonais avait accepté en avril une baisse de 9,4 % de leurs exportations de voitures vers la CEE pour l'année 1993, et la Commission européenne leur demande d'aller au-delà de cette réduction en raison de la détérioration du marché de l'automobile dans la Communauté.

### Inflation de 600 % en Russie au premier semestre 1993

MOSCOU — L'inflation en Russie a atteint 600 % au premier semestre de cette année, a annoncé mardi le vice-premier ministre chargé de l'économie Oleg Lobov cité par l'agence Interfax. Le ministre a estimé que les prix pourraient être multipliés par dix d'ici à la fin de l'année si les prix du pétrole étaient totalement libérés. Le ministre de l'Énergie Youri Chafranik a annoncé hier que les prix de l'électricité allaient prochainement être multipliés par 17. Selon lui, il s'agit d'une simple remise à niveau par rapport aux prix de 1990 avant la flambée de l'inflation.

### Engagements de crédits de 23,7 milliards \$ US pour la BM

WASHINGTON — La Banque mondiale a annoncé hier que ses engagements de crédits avaient atteint le record de 23,7 milliards \$ US pendant l'exercice au 30 juin dernier, contre 21,7 milliards \$ US un an plus tôt. La banque a précisé que ses propres engagements de crédits s'élevaient à 16,9 milliards \$ US, pour 122 projets, pendant le dernier exercice, le solde correspondant aux prêts à conditions spéciales accordés par sa filiale l'Association internationale pour le développement, pour 123 projets. Les fonds effectivement déboursés se sont élevés à 18 milliards \$ US pendant l'année, contre 16,5 milliards \$ US un an plus tôt, selon des chiffres encore provisoires.

### Record à la Bourse de Montréal

MONTREAL (PC) — La Bourse de Montréal a connu en juin 1993 son mois le plus actif de tous les temps. Une valeur totale de 3 milliards \$ d'actions ont été négociées, ce qui constitue une hausse de 23 % par rapport au mois précédent. Les mois de mars et mai 1993 ont également connu une activité exceptionnelle. Pour les mois de janvier à juin, la valeur négociée a augmenté de 32 % par rapport à la même période en 1992. Le volume a lui aussi augmenté, de 72 %, comparativement à 1992.

## CARRIÈRES ET PROFESSIONS

POUR FAIRE PARAÎTRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE COMPOSEZ **647-3270** OU ÉCRIVEZ À CARRIÈRES ET PROFESSIONS, LE SOLEIL, C.P. 1547, QUÉBEC, QUE. G1K 7J6. Heures limites de réservation: midi l'avant-veille de la publication; jeudi midi pour publication samedi, dimanche ou lundi.

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (L.R.Q., chapitre C-12). Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

### TECHNICIEN(IENNE) ADMINISTRATIF

Le Séminaire Saint-François est à la recherche d'un(e) technicien(ne) administratif. Il(elle) travaillera sous la responsabilité du directeur général.

**NATURE DU TRAVAIL**  
L'emploi de technicien(ne) administratif(ive) comporte des fonctions polyvalentes, diversifiées à l'intérieur des services et plus spécifiquement, du travail de soutien administratif et organisationnel. Le candidat ou la candidate doit posséder une bonne qualité de la langue française parlée et écrite et avoir de l'entregent.

**EXIGENCES REQUISES**  
Cours de techniques de recherche en sciences humaines, ou cours de techniques administratives ou un cours dans un champ de spécialisation approprié à l'emploi.

**EXIGENCES SOUHAITÉES**  
Une expérience en éducation appuyée sur une solide formation en sciences humaines, en relations humaines ainsi qu'en utilisation de logiciels sur micro-ordinateurs (Macintosh).

**Description de la tâche**  
1) Être responsable du système informatique du secrétariat;  
2) Organiser les sessions d'examen, confectionner les horaires ainsi que les surveillances;  
3) Organiser et superviser les cours de récupération;  
4) Organiser et superviser la suppléance;  
5) Superviser la remise des devoirs;  
6) Assumer l'encadrement de certaines récréations;  
7) Aider à la bibliothèque sur demande;  
8) Accomplir toute tâche connexe.

**Conditions de travail**  
Déterminées par le contrat de travail des membres du personnel de soutien; Engagement pour une période de 180 jours.

**Salaires**  
Échelle de salaire du personnel de soutien (technicien administratif ou technicien de recherche).  
Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 31 juillet 1993 à  
P. Jean-Marc Boulé  
4900, Saint-Félix  
Saint-Augustin  
G3A 1X3  
Aucune entrevue ne sera accordée.

**VILLE DE LEVIS**

**APPEL D'OFFRES**

**TRAVAUX / PROLONGEMENT DE LA RUE CHARLES-RODRIGUE PHASE II ET DE LA RUE HECTOR-FABRE**  
PROJET : 92-00-56

Des soumissions seront reçues au bureau de la greffière de la ville de Lévis, 225 Côte du Passage, Lévis jusqu'à 15 h 00 vendredi le 23 juillet 1993, pour des travaux d'aqueduc, d'égoût domestique, d'égoût pluvial, de voirie et de revêtement bitumineux sur environ 580 mètres.

Ces soumissions devront être placées dans des enveloppes scellées et porter une inscription indiquant l'objet de la soumission ainsi que le nom du soumissionnaire. Ces dernières seront ouvertes publiquement le même jour, en la salle du conseil de l'hôtel de ville de Lévis, 225 Côte du Passage, Lévis, G6V 5T4, à 15 h 05 en présence des intéressés.

Les soumissionnaires pourront se procurer une copie des plans et devis préparés par le Groupe-Conseil Gesco Inc., au secrétariat de la trésorerie au 2<sup>ème</sup> étage à l'hôtel de ville, à l'adresse ci-haut mentionnée, moyennant un dépôt en argent ou chèque visé de 60,00 \$ (fait au nom de la Ville de Lévis) non remboursable, T.P.S. et T.V.Q. incluses.

Les soumissions devront être conformes aux plans et devis et présentées sur les formules de soumission fournies avec lesdits plans et devis.

Pour être considérée, toute soumission devra être conforme aux documents de soumission et être accompagnée des documents requis.

La ville ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

**Lévis le 07 juillet 1993**  
Me Sylvie Dionne, avocate, o.m.a. greffière et directrice des services juridiques

**BCE**

Avis de dividende

Le 30 juin le conseil d'administration de BCE Inc. a déclaré le dividende trimestriel suivant:

- payable le 31 août 1993 aux détenteurs enregistrés à la fermeture des bureaux le 30 juillet 1993;
- dividende N° 16 de neuf mille quatre cent trente-sept dollars et cinquante cents (9 437,50 \$) par action privilégiée de premier rang, à dividende cumulatif, rachetable, Série N.

Guy Houle  
Vice-président et secrétaire de la Société

BCE Inc.

**CORPORATION D'HEBERGEMENT DU QUÉBEC**

**APPEL D'OFFRES**

**HÔPITAL DU CHRIST-ROI NICOLET**  
PROJET NO 04109 02  
APPEL D'OFFRES PUBLIC  
POUR LE CHOIX DES PROFESSIONNELLS

Le ministère de la Santé et des Services sociaux, par l'entremise de la Corporation d'hébergement du Québec, projette des travaux d'agrandissement, de rénovation fonctionnelle et de sécurité-vêsté à l'Hôpital du Christ-Roi, situé au 675, rue Saint-Jean-Baptiste, Nicolet (Québec) M.R.C.: Nicolet-Yamaska.

La Corporation d'hébergement du Québec, en collaboration avec la corporation de l'Hôpital du Christ-Roi, procède à un appel d'offres de services professionnels par spécialité. Les firmes choisies se verront mandatées pour rendre les services professionnels jusqu'aux plans et devis préliminaires avec la présentation d'un coût estimé des travaux et d'un échéancier.

Les professionnels doivent présenter leur candidature pour les spécialités suivantes:

- architecture
- mécanique-électricité
- structure de bâtiments
- planification et contrôle de projets
- mécanique des sols et vérification de la qualité des matériaux

Si la firme compte plus de cent (100) employés et que le contrat à adjudger est de 100 000 \$ et plus, la firme devra être détenteur d'une attestation émise par le ministère des Approvisionnements et Services, à l'effet qu'elle s'engage à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne, si un contrat lui est adjugé.

De plus, la firme devra se conformer aux exigences contenues dans le document intitulé "Instructions à respecter pour la présentation d'offres de services", lequel est fourni avec les documents d'appel d'offres, notamment en ce qui concerne les critères d'admissibilité, les exclusions, les limitations, la constitution des firmes et la non conformité des offres.

Le choix des firmes sera fait d'après les recommandations d'un comité de sélection, selon les critères d'évaluation préétablis.

Ne sont admises à présenter une offre de service que les firmes ayant leur principale place d'affaires au Québec.

Les documents nécessaires à la présentation des candidatures seront disponibles à partir du 13 JUILLET 1993 aux endroits suivants:

au 2050, boul. René-Lévesque Ouest, 6<sup>e</sup> étage  
Sainte-Foy (Québec) G1V 2K8  
Tél.: (418) 646-7999

ou  
au 3700, rue Berri, 6<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2L 4G9  
Tél.: (514) 873-4344

Les candidatures devront être remises AVANT 16H, heure locale du lieu de la remise, le 11 AOÛT 1993, à la Corporation d'hébergement du Québec à l'attention du secrétaire des comités de sélection, à l'endroit ci-dessous désigné, soit:

au 2050, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 6<sup>e</sup> ÉTAGE  
SAINTE-FOY (QUÉBEC) G1V 2K8

La Corporation d'hébergement du Québec n'est tenue d'accepter aucune des candidatures reçues.

MARC PARADIS, ing.  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

**Québec**

**CORPORATION D'HEBERGEMENT DU QUÉBEC**

**APPEL D'OFFRES**

**RÉSIDENCE MAISON-NEUVE MONTREAL**  
PROJET NO 06296A 03  
APPEL D'OFFRES PUBLIC  
POUR LE CHOIX DES PROFESSIONNELLS

Le ministère de la Santé et des Services sociaux, par l'entremise de la Corporation d'hébergement du Québec, projette des travaux d'agrandissement, de rénovation fonctionnelle et de sécurité-vêsté à la Résidence Maison-Neuve, située au 2300, rue Nicolet, Montréal (Québec) M.R.C.: Communauté urbaine de Montréal.

La Corporation d'hébergement du Québec, en collaboration avec la corporation de la Résidence Maison-Neuve, procède à un appel d'offres de services professionnels par spécialité. Les firmes choisies se verront mandatées pour rendre les services professionnels jusqu'aux plans et devis préliminaires avec la présentation d'un coût estimé des travaux et d'un échéancier.

Les professionnels doivent présenter leur candidature pour les spécialités suivantes:

- architecture
- mécanique-électricité
- structure de bâtiments
- planification et contrôle de projets
- mécanique des sols et vérification de la qualité des matériaux

Si la firme compte plus de cent (100) employés et que le contrat à adjudger est de 100 000 \$ et plus, la firme devra être détenteur d'une attestation émise par le ministère des Approvisionnements et Services, à l'effet qu'elle s'engage à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne, si un contrat lui est adjugé.

De plus, la firme devra se conformer aux exigences contenues dans le document intitulé "Instructions à respecter pour la présentation d'offres de services", lequel est fourni avec les documents d'appel d'offres, notamment en ce qui concerne les critères d'admissibilité, les exclusions, les limitations, la constitution des firmes et la non conformité des offres.

Le choix des firmes sera fait d'après les recommandations d'un comité de sélection, selon les critères d'évaluation préétablis.

Ne sont admises à présenter une offre de service que les firmes ayant leur principale place d'affaires au Québec.

Les documents nécessaires à la présentation des candidatures seront disponibles à partir du 12 JUILLET 1993 aux endroits suivants:

au 2050, boul. René-Lévesque Ouest, 6<sup>e</sup> étage  
Sainte-Foy (Québec) G1V 2K8  
Tél.: (418) 646-7999

ou  
au 3700, rue Berri, 6<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2L 4G9  
Tél.: (514) 873-4344

Les candidatures devront être remises AVANT 16H, heure locale du lieu de la remise, le 11 AOÛT 1993, à la Corporation d'hébergement du Québec à l'attention du secrétaire des comités de sélection, à l'endroit ci-dessous désigné, soit:

au 2050, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 6<sup>e</sup> ÉTAGE  
SAINTE-FOY (QUÉBEC) G1V 2K8

La Corporation d'hébergement du Québec n'est tenue d'accepter aucune des candidatures reçues.

MARC PARADIS, ing.  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

**Québec**

## L'ÉCONOMIE

## COUP D'OEIL SUR LE MARCHÉ

## Investisseurs craintifs

Wall Street a clôturé en baisse hier pour une cinquième séance consécutive, l'inflation et les taux d'intérêt préoccupant les investisseurs. Le Dow Jones a perdu 34,04 points, soit 0,98 %, à 3449,93.

La vigueur des cours du métal jaune a favorisé une hausse des mines d'or, mais les ventes l'ont emporté aux transports et parmi les technologiques. La poussée des cours de l'or et d'autres matières premières fait craindre une aggravation de l'inflation et le marché a été aussi affecté par une rumeur de resserrement imminent de la politique de la Fed.

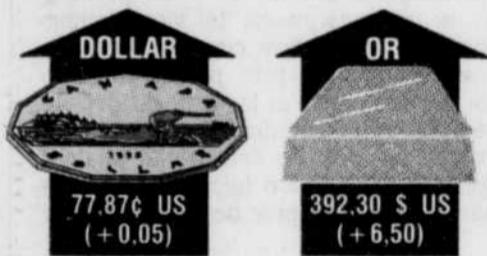
Baisse aussi à Montréal où l'indice XXM a perdu 2,85 points à 1909,51, alors que l'activité fut très forte avec 11,1 millions d'actions qui ont changé de main pour une valeur globale de 133,8 millions \$.

D'autre part, la Bourse de Montréal a fait savoir que juin fut son mois le plus actif de tous les temps avec une valeur totale des actions négociées de 3 milliards \$, une hausse de 23 % par rapport à mai qui avec mars avait connu aussi une activité exceptionnelle. L'indice XXM a gagné 21,43 points (1,1 %) durant juin.

Le prix des métaux en livre sterling par tonne sur le marché de Londres : cuivre 1939-1940 et plomb 376-377 ; en dollar américain par tonne : zinc 919-920, aluminium 1230-1231 et nickel 5153-5163.

Enfin, la firme Handy and Harman cotait l'argent, hier, à 6,531 \$ l'onze. La cote de vendredi était à 5,860 \$.

## LES INDICES



## NOUVELLES BRÈVES

## Émission de l'Ontario

TORONTO — Le gouvernement ontarien songe à retourner pour une deuxième fois sur le marché mondial avec une émission d'obligations en dollars canadiens. Les chefs de file de cette opération, qui se mettra en branle que si la conjoncture du marché est favorable, seront Merrill Lynch, Nomura, RBC Dominion Securities et Wood Gundy. Mis à part cette émission, l'Ontario a déjà obtenu 4,5 milliards \$ pour répondre à ses exigences budgétaires pour l'exercice 1993-1994.

## Tembec : 50 millions \$

MONTRÉAL — Tembec Inc. a annoncé hier qu'elle déposait un prospectus provisoire auprès des commissions des valeurs mobilières de chacune des provinces canadiennes concernant une émission publique de débetures subordonnées, non-garanties et convertibles en actions de catégorie A de son capital-actions. Le produit net de l'émission qui devrait totaliser autour de 50 millions \$ sera affecté au paiement de dettes à long terme, fait savoir l'entreprise dans un communiqué.

## 60,8 milliards \$ aux pays pauvres

PARIS — L'aide publique des pays riches aux pays en développement a augmenté en 1992 pour atteindre 60,8 milliards \$ contre 56,7 milliards \$ en 1991 mais, en proportion du PNB, cette aide est restée au même niveau qu'en 1991, selon l'OCDE.

Le président du Comité d'aide au développement, Alexander R. Love, a souligné que l'augmentation de l'aide des pays du CAD correspond, en termes réels, à une croissance faible de 1,1 %, compte tenu de l'évolution des prix et des variations des taux de change en comparaison au dollar.

Le CAD compte 21 pays membres de l'OCDE ainsi que la commission des Communautés européennes. L'APD recouvre les dons ou les prêts accordés par le secteur public dans le but d'améliorer le développement économique des pays concernés.

Si l'on tient compte du rapport APD/PNB et de l'objectif fixé par l'OCDE qui est de 0,6 % du PNB, la Norvège vient en tête des pays les plus généreux (1,3 milliard \$, 1,16 % du PNB) devant le Danemark (1,03 %), la Suède (1,03 %) et les Pays-Bas (0,86 %). Le rapport APD/PNB de la Finlande (0,62 %) est en baisse pour la première fois depuis 15 ans. Ceux de l'Irlande, Autriche, Luxembourg, Belgique et Japon, ont également sensiblement diminué.

## Trustco Général du Canada devient Génécac

## La proposition concordataire est finalement entérinée à 99,9 %

MONTRÉAL — M. Yves Michaud aura eu beau faire et beau dire, il n'aura pas réussi à rallier à son point de vue les détenteurs de débetures de Trustco Général qui ont entériné à 99,9 % la proposition concordataire qui leur a été soumise hier matin.

par DIDIER FESSOU  
LE SOLEIL

En vertu de ce compromis, ils

recevront les intérêts dus au 23 mars dernier, soit 7,9 millions \$, en plus d'un remboursement de 30 % de leur capital, soit 28,7 millions \$.



C'est dans une proportion de 99,9 % que les petits porteurs de débetures ont endossé la proposition concordataire. Trustco Général du Canada devient Génécac.

Bien que combattu vigoureusement par M. Michaud, qui possède pour 63 000 \$ de débetures de série 3, cet arrangement a été rendu possible grâce au désistement de quatre créanciers majeurs qui ont accepté que soit reporté le remboursement de 50 des 147 millions \$ qui leur sont dus. Il s'agit de l'Industrielle-Alliance, pour 34 millions \$, la Caisse de dépôt et placement, pour 2,7 millions \$, Lévesque Beaubien Geoffrion et la Banque Nationale, pour 13 millions \$.

## Pas de garantie

Ce faisant, les 1500 petits porteurs de débetures de Trustco Général se sont trouvés à avaliser la vente de Trust Général, Sherbrooke Trust et Conseillers en Placement Gentrust à la Banque Nationale ainsi que le transfert de propriété de Gencorp. à la Banque Laurentienne. Deux décisions approuvées quelques heures plus tard par l'assemblée des actionnaires.

Président du conseil de Trustco Général, M. Pierre Goyette a expliqué que les porteurs de débetures pouvaient s'attendre à un second remboursement de 50 % de la valeur de leurs titres, d'ici quatre ans. Ce qui, à toutes fins pratiques, signifie un remboursement à 80 % de leurs créances.

Et le solde de 20 % ? Aucune garantie formelle de remboursement, a admis M. Goyette, car le paiement de ce solde dépendra du résultat de la liquidation des actifs de Trustco Général.

## Une crise sévère

Détenue par l'Industrielle-Alliance qui contrôlait 76 % de ses actions ordinaires, Trustco Général est une société de

gestion dont les filiales étaient Trust Général du Canada, Sherbrooke Trust, Crédit Général T.G.C. inc., Les Développements Natco Ltée, les Immeubles Natco inc., Conseillers en Placement Gentrust inc. et General Trust Corporation of Canada (GenCorp.).

Ces derniers mois, frappée de plein fouet par la crise sévère qui affecte les sociétés de fiducie au Canada, Trustco Général décidait une « réorganisation » complète de ses activités.

Ainsi, le 30 novembre, GenCorp., qui oeuvre comme société de prêt, d'épargne et de fiducie en Ontario, était cédée à la Banque Laurentienne en échange d'un comptant de 40,7 millions \$ et d'un solde de 20 millions \$ payable en juillet 1994.

## Transaction complexe

Le 18 mars, dans le cadre d'une transaction fort complexe évaluée à 136 millions \$, la Banque Nationale acceptait de se porter acquéreur du Trust Général, du Sherbrooke Trust et de Conseillers en placements Gentrust. La valeur aux livres de ces trois entreprises est estimée à 120 millions \$ tandis que la Banque Nationale met la main sur les 3,5 milliards \$ d'actifs sous gestion de leurs 150 000 clients.

Pour payer cette transaction, la Banque Nationale émettra pour 120 millions \$ de billets à capital variable convertibles (série 1) venant à échéance dans quatre ans en plus d'un montant de 16 millions \$ en actions ordinaires. Cette transaction sera ajustée pour tenir compte des pertes et des provisions pour pertes sur des éléments d'actif. Ces pertes et provisions sont d'ores et déjà estimées à 100 millions \$, dont 42 seront absorbés par la Banque Nationale et 58 seront réduits du montant original de 120 millions \$ en billets à capital variable.

Au total, la transaction s'éleva donc à 76,4 millions \$ qui seront employés au remboursement partiel des débetures séries 2, 3 et 4.

L'entente prévoit encore que, parallèlement, la Banque Nationale émettra pour 13 millions \$ en billets à capital variable convertibles (série 2) en échange de prêts en sous-ordre en cours de Trust Général et 55 millions \$ en billets à capital variable convertibles (série 3) en échange de billets en sous-ordre (séries C et D) de Trust Général.

## Changement de nom

En plus d'approuver ces transactions, l'assemblée des actionnaires a endossé le changement de raison sociale de Trustco Général du Canada inc. pour celui de Corporation financière Génécac.

Évalué à 100 millions \$, incluant les 20 dus par Gencorp., son actif se compose de prêts, de trois résidences pour personnes âgées, de terrains et de huit édifices à bureaux.

À l'exception des résidences pour personnes âgées, tous ces actifs seront réalisés. C'est de cette façon, espère M. Goyette, que les petits porteurs comme M. Michaud pourront peut-être recouvrer 100 % de leur mise de fonds initiale.

## Les Japonais et General Motors écopent

## Chute de 5,4 % des ventes d'automobiles au Canada

TORONTO (PC) — Les ventes d'automobiles ont chuté au Canada durant le mois de juin, frappant particulièrement les fabricants japonais et la General Motors.

En juin, il s'est vendu au Canada 116 748 voitures et camions neufs, une baisse de 5,4 % par rapport aux 123 468 vendus en juin 1992.

De façon générale, les ventes des trois fabricants nord-américains ont grimpé de 1 %, alors que les fabricants de véhicules importés ont vu leurs ventes glisser de 20,9 %.

Ford du Canada a vu ses ventes croître de 18,8 %; Chrysler du Canada de 8,8 %, tandis que General Motors du Canada a vu ses ventes baisser de 12,3 %.

Chez GM, la chute de juin suit cependant un accroissement des ventes au mois de mai.

Pour les voitures importées, toutefois, le mois de juin a confirmé une tendance déjà amorcée à la baisse. Les fabricants japonais ont été contraints d'augmenter leurs prix à cause de la force du yen. De plus, leurs modèles ne peuvent pas toujours concurrencer les populaires camionnettes et minivans fabriqués par les fabricants nord-américains.

Honda a été particulièrement frappée, en voyant ses ventes chuter de 34,6 % au mois de juin, comparativement à juin 1992.

Les fabricants nord-américains ont tous rapporté une hausse des ventes dans la catégorie camionnettes et minivans, au mois de juin.

## Accord de 2 milliards \$ entre la Russie et les USA

WASHINGTON (Reuter) — Les États-Unis et la Russie ont signé hier un accord apportant à Moscou 2 milliards \$ US pour relancer son industrie pétrolière.

L'accord a été signé par le président de la banque américaine Export-Import, Kenneth Brody, en présence de l'ambassadeur Vladimir Loukine, représentant son gouvernement.

Le président Bill Clinton a fait de l'aide à la Russie une priorité et Vladimir Loukine a souligné que cet accord bilaté-

ral attendu depuis longtemps pourrait servir d'incitatif à d'autres pays avec lesquels Moscou négocie des accords similaires.

L'Ex-Im Bank va fournir des garanties de crédit qui devraient en théorie permettre à Moscou d'acheter pour 2 milliards \$ US de matériel et de services américains destinés à l'industrie pétrolière, gazière et pétrochimique.

## Tout en produisant de l'énergie au même coût

## Les éoliennes créeraient plus d'emplois

QUÉBEC — Avec un même budget et en utilisant une même surface il serait possible de produire à l'aide de centrales éoliennes une même quantité d'électricité que celle prévue pour les barrages du projet Grande Baleine.

par LOUIS TANGUAY  
LE SOLEIL

C'est ce qu'a soutenu hier en annonçant la tenue à Québec en fin de semaine du congrès de la Société d'énergie solaire du Canada Inc (SESCI), l'architecte Christian Ouellet, président de cet organisme voué à la promotion de toutes les formes d'énergie renouvelable.

M. Ouellet citait à ce sujet

une étude réalisée pour l'Association canadienne d'énergie éolienne (ACEE) et l'Institut de recherche en électricité du Québec (IREQ) par M. Réal Reid qui représentera la section éolienne d'Hydro-Québec aux assises qui se tiennent au Québec pour la première fois en 19 ans d'histoire.

En comparaison avec les projets de barrages, affirme le porte-parole de la SESCI, et

à l'intérieur de l'horizon de planification de nouveaux aménagements hydrauliques (10 ans), l'éolien est compétitif avec l'hydroélectricité en termes de coûts. Et l'énergie éolienne est moins coûteuse que l'énergie thermique ou nucléaire.

Par contre, pour chaque dollar investi, l'éolien procurerait deux fois plus d'emplois mieux répartis sur l'ensemble du territoire. La réalisation du potentiel de 37 TWh (37 milliards de kilowattheures), soit environ 25 % des besoins de la province, créerait 235 000 emplois directs et indirects, selon l'ACEE qui estime qu'un réseau comme ce-

lui du Québec peut absorber sans contrainte jusqu'à 15 % d'électricité provenant d'aérogénérateurs.

Loin de se dire opposé à l'hydroélectricité, M. Ouellet a par contre affirmé que, au lieu de remplacer les petites centrales au diesel de la Basse Côte-Nord par une centrale hydroélectrique au lac Robertson, Hydro-Québec aurait pu arriver au même résultat en ayant recours à un ensemble de mesures pour rendre les habitations moins énergivores, par une meilleure isolation et une sensibilisation des citoyens, en favorisant une

## Milliers d'emplois perdus

PARIS et CUPERTINO — Une vague de licenciements frappe les entreprises publiques françaises Aérospatiale et Bull tandis qu'aux États-Unis Apple imitera le geste.

En effet, après l'annonce lundi par le groupe informatique Bull de l'amputation du cinquième de ses effectifs d'ici la fin 1994, soit la suppression de 6500 emplois dans le monde hier ce fut le tour du groupe aéronautique Aérospatiale de prévoir plus de 1000 suppressions d'emplois pour 1994.

Aux États-Unis, le fabricant d'ordinateurs a fait connaître son intention d'appliquer au cours des 12 mois à venir un plan de restructuration général de la firme qui entraînera la suppression de 2500 de ses 16000 emplois dans le monde. La plupart des mises à pied interviendront au mois de juillet, a précisé la firme dans un communiqué. En Europe, la réduction d'effectifs concernera environ 400 employés permanents durant les trois prochains mois, dont 75 en France.

Quant au groupe Aérospatiale, pour la première fois une bonne partie toucherait la division avions, a-t-on appris de source syndicale.

De plus, la partie « défense » du groupe Thomson-CSF, écrit le quotidien Libération, envisage d'annoncer le 8 juillet la suppression de 4000 postes, selon l'intersyndicale, alors que la direction ne parle que de 2000 sureffectifs.

Cette série massive de licenciements illustre les difficultés du gouvernement français à maintenir la priorité annoncée par le premier ministre Édouard

## À New York

## Le Post menace de fermer

NEW YORK (Reuter) - Le groupe News Corp Ltd de Rupert Murdoch, qui publie le New York Post, a menacé hier de le fermer si un accord avec les syndicats n'est pas conclu d'ici la fin de la semaine.

Dans une déclaration rendue publique mardi soir, News American Publishing Inc et NYP Acquisitions Corp, toutes deux filiales de News Corp, annoncent qu'elles mettront fin à leur accord de gestion du New York Post si un accord n'est pas conclu d'ici le 9 juillet.